



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**

**portant prescriptions complémentaires de permis de construire  
valant autorisation environnementale d'exploiter**

**Parc éolien à COCQUEREL  
exploité par la SAS CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE SARL**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

**Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 12 - alinéas 1 à 3, articles 14, 15 - alinéa 1 et articles 18-II ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 26 mai 2004 et 2 février 2006 autorisant la construction d'un parc éolien à COCQUEREL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le certificat d'antériorité délivré le 7 août 2012 à la SAS CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE SARL, dont le siège social est situé 1330 avenue Jean-René Guillibert Gautier de la Lauzière - 13080 AIX EN PROVENCE, pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant six aérogénérateurs à COCQUEREL ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 9 juillet 2024 sur le site du parc éolien susvisé, exploité par la SAS CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE SARL ;

**Vu** le rapport du suivi environnemental transmis par l'exploitant lors de la visite susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 15 juillet 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 15 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 23 juillet 2024, reçu le 29 juillet suivant ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant dans le délai imparti ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la SAS CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE SARL est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à COCQUEREL, sous couvert du certificat d'antériorité du 7 août 2012 susvisé ;
2. dans le cadre de la visite d'inspection du 9 juillet 2024, la SAS CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE SARL a transmis le rapport de suivi environnemental faisant état de mortalité concernant les chiroptères. Le bureau d'études préconise des mesures qu'il convient d'acter par arrêté préfectoral complémentaire ;
3. afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en place, il convient de réaliser un suivi environnemental pour l'année 2025 qu'il convient d'acter par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

# ARRÊTE

## Article 1 - Objet

Dès la notification du présent arrêté, le certificat d'antériorité du 7 août 2012 autorisant la SAS CENTRALE EOLIENNE MOULIN FROIDURE SARL, dont le siège social est situé Europarc de Pichauray Bât. B9, 1330 avenue Jean-René Guillibert Gautier de la Lauzière - 13080 AIX EN PROVENCE, à exploiter ses installations à COCQUEREL, est complété par les articles ci-dessous.

## Article 2 - Mise en place de mesures pour limiter la mortalité

Suite aux conclusions du suivi environnemental réalisé du 28 avril au 7 novembre 2023, les mesures suivantes sont mises en place :

- Un bridage des machines sur la période du 31 juillet au 20 octobre sur la tranche horaire allant de 1h avant le coucher du soleil à 5h après le coucher du soleil, lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :
  - pour des vitesses moyennes de vent (à hauteur de rotor) < 5,5 m/s ;
  - pour des températures supérieures à 14 °C.
- Un fauchage/broyage de la zone herbacée à proximité immédiate des éoliennes afin de limiter le développement d'herbacées hautes favorables aux insectes et chiroptères. Ce broyage ou fauche sera réalisée 2 fois/an, avec un passage dans les deux premières semaines de mars et le second passage dans la première quinzaine du mois d'août.
- Éviter tout dépôt agricole et tout buisson quelconques dans un rayon de 50 m autour des éoliennes. Une communication est faite auprès des agriculteurs riverains du parc éolien.
- Éviter de disposer des agrainoirs et abreuvoirs pour le gibier à moins de 200 m des pales. Une communication est faite auprès de la fédération de chasse de la Somme et des sociétés de chasse locales.

## Article 3. – Suivi environnemental

L'exploitant met en place un suivi environnemental au cours de l'année 2025 permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté ministériel du 17 mai 2018 susvisé. Le versement de données est effectué

concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

#### **Article 4 – Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être également saisie via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet suivant : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 5 – Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de COCQUEREL et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de COCQUEREL pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

L'affichage en mairie mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

## Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète d'Abbeville, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le maire de COCQUEREL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens le **19 AOUT 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD